

La Cadr'ature du Cercle



Infos *Sud* à destination des cadres et cadres supérieur-e-s de La Poste

Crédit Impôt Compétitivité Emploi : Un cadeau au patronat

Pour La Poste, le CICE a rapporté 357 MILLIONS D'EUROS en 2014 !

Le gouvernement « Hollande » a inventé une nouvelle arnaque : le CICE (Crédit Impôt Compétitivité Emploi). Le fonctionnement est simple : Les contribuables et les entreprises paient des impôts directs et indirects (sur le revenu, sur les bénéfiques, sur la TVA, etc.). Une bonne partie de ces impôts sont désormais reversés aux « entreprises » sous la forme de « Crédit Impôt ». C'est d'ailleurs bien là que l'on s'aperçoit que le terme « entreprise » ne veut rien dire... Qui dans « l'entreprise » perçoit et utilise ce CICE ? Pas le salarié en tous les cas !! Comment le CICE est-il géré ? Qui contrôle son utilisation ? Personne... Le CICE a représenté 13 milliards en 2013 et représente 20 milliards pour 2014...

A titre de comparaison, le déficit de **toutes les branches de la sécurité sociale** ne représente que **15 milliards d'euros**... Ce CICE s'ajoute donc aux nombreuses exonérations de cotisations existantes pour le patronat !!!!

La Poste encaisse le « CICE » et continue de supprimer les emplois !

Ce système scandaleux permet aux patrons de percevoir plus de 1 200 euros annuels par salarié. C'est un peu comme si au moment de recevoir votre salaire mensuel, vous disiez : « non, non, je vous reverse 100 euros !!! », au nom de la sacro-sainte compétitivité !!!

Les patrons de La Poste ont perçu au titre de l'année 2013 la coquette somme de **257 millions au titre du CICE**.

Pour 2014, ce seront **357 millions d'euros** de « crédit d'impôt ». On peut donc légitimement s'interroger sur l'utilisation de ce CICE en 2013... Ce que l'on sait déjà, c'est que La Poste n'a pas utilisé cette somme pour améliorer l'emploi et les conditions de travail puisque 4 500 emplois ont été encore supprimés en 2013.

Pour 2014, les patrons de La Poste sont très clairs. Il n'y aura pratiquement aucun recrutement, seulement des mobilités internes au « groupe La Poste ».

Autrement dit, les 11 200 « départs naturels » prévus ne seront pas remplacés !

Dans le sigle CICE, il y a pourtant le mot « emploi ». 357 millions d'euros de CICE, cela devrait permettre l'embauche de 15 000 personnes. Au lieu de cela, on aura au moins 11 000 suppressions d'emplois de postiers-ères en 2014 (*chercher l'erreur !!!*).

Alors comment La Poste utilise ce « crédit d'impôt » ??

Non seulement cet argent ne sert pas l'emploi, mais pire, il sert au contraire à supprimer des emplois en multipliant les réorganisations de structures dans toutes les activités de l'entreprise ! WAHL, le président de La Poste promettait du « sang et des larmes » aux postiers-ères dans une interview au magazine « Challenge » du 18 septembre 2013.

Il ajoutait dans cet article : « le défi social est très lourd et nous nous y préparons » et concluait par le fait que les postiers-ères sont en fait des « inadaptés ».

Pour s'y préparer, ils s'y préparent ! Par exemple, le CICE va servir à supprimer la moitié des 51 PIC (*Plateformes Industrielles du Courrier*). Ainsi, il est déjà annoncé la suppression des PIC de Bobigny, Pontoise, Melun Sénart, etc... Mais surtout cela va servir à « transformer » La Poste de l'intérieur. Des PIC vont être remplacées par un HUB. Le principe du HUB est de permettre la connexion d'un grand nombre de petits flux de trafic aux flux plus importants, un point central d'un réseau de transport de ces flux vers le national et l'international, à l'image d'un aéroport.



Ainsi, l'exemple de la PIC Melun Sénart remplacée par un « HUB » à Bonneuil sur Marne qui traitera indifféremment le courrier du Nord de La France, les commandes et l'acheminement de Nespresso (!?), de Smartbox, etc. Cette plateforme « multimodale » sera le modèle de structure que veulent les patrons de La Poste. Le courrier est d'ores et déjà relégué au rang de « marchandise » et le facteur devient un « distributeur » de tout et de n'importe quoi. Plus encore, les PIC et PFC (*Plateformes Colis*) seront coiffées par une structure -privée ou pas- qui mélange le traitement du courrier, colis, marchandises, e-commerce et qui mélange les salarié-e-s de filiales (comme Viapost) et de La Poste !

De la même façon que la Banque Postale (*Filiale privée de La Poste*) dirige de fait toutes les activités des services financiers et du réseau de La Poste. De la même façon, les nouvelles structures de « HUB » dirigeront les activités de courrier et de colis... Il va sans dire que les métiers et les « activités » des postiers-ères vont être bousculés (*c'est le sang et les larmes promis par Wahlvador*). Avec pour conséquences des dégâts sociaux importants.

Comme les patrons de La Poste sont incapables de garantir un avenir stable aux postiers-ères, ils ont proposé aux organisations syndicales de signer un

accord fondé exclusivement sur de « vastes mesures d'accompagnement » du plan social promis.

Evidemment, nous ne pouvons signer l'arrêt de mort de milliers d'emplois. Conclusion, d'un côté on se sert de nos impôts pour arroser les « affairistes » et de l'autre on restructure à la hache (*dans la « nouvelle boucherie postale »*) !!!

N'oublions pas aussi, sans faire de prospective, qu'avec l'ouverture du capital à des actionnaires privés, l'Etat n'étant plus actionnaire principal, nos chers dirigeants seront bien tentés de faire des plans sociaux, perspective déjà envisagée en son temps par Bailly.

Pour Sud PTT, la stratégie suivie par « Wahlvador » nous mène tout droit dans le mur. Les affairistes comme Wahl (co-responsable de la faillite de la banque RBS) hypothèque l'avenir de La Poste et des milliers de postiers-ères. Virer cette nouvelle bande de « fossoyeur arriviste » devient une absolue nécessité !!!

45 Millions d'euros, c'est le coût de la concurrence !!!

Wahl a annoncé lors du Conseil d'administration de La Poste du 31 juillet 2014 qu'il « provisionnait » la somme de 45 millions d'euros pour payer une sanction financière pour entente déloyale dans le colis. En effet, les patrons de la plupart des « opérateurs » du colis se sont mis d'accord pour pratiquer des tarifs semblables de colis : Fedex, Royal Mail, La Poste, etc. Pourtant, ils rabâchent aux gogos qui les croient qu'il faut se retrousser les manches à cause de la « concurrence ». En fait de concurrence, il s'agit de connivence. Et on vient nous parler d'éthique dans les services !



Cela nous fait penser à cette phrase de Paul Valéry sur la guerre : « La guerre est un massacre de gens qui ne se connaissent pas, au profit de gens qui se connaissent mais ne se massacrent pas. ».

Remplacez le mot guerre par CONCURRENCE, autre temps, mêmes mœurs !!!

Pactisez qui disaient, ayez confiance on s'occupe de tout !!!

La direction de La Poste a proposé un accord « *national* » aux syndicats composé de 3 textes :

☞ Le premier concernait une somme de mesures accompagnant les pertes d'emplois et restructurations. Preuve que les patrons de La Poste prévoient de profondes restructurations entraînant mobilités géographiques et changements de fonctions. C'est ce que l'on appelle un « *plan social déguisé* »... Les mesures sont misérables et le reclassement en cas de perte d'emplois était prévu dans un « *bassin de vie* » dépassant allègrement les 30 kms usuels.

☞ Le deuxième texte concerne le Complément Poste. Pour arrêter les milliers de procès en cours ou à venir, les patrons de La Poste ont proposé un système à minima, c'est-à-dire un complément poste par niveau de fonction quel que soit le statut du personnel. Le problème, c'est que pour nombre d'agents le niveau du complément poste est supérieur à celui proposé par les patrons de La Poste au point d'obliger ceux-ci à créer un « *complément complémentaire* ». Ce qui veut dire que l'accord proposé ne respectait pas le principe de « *à travail égal, salaire égal* » !!!

☞ Le troisième texte consistait en une légère revalorisation des grilles indiciaires des catégories de fonctionnaires B et C. La grille indiciaire de ces deux catégories de fonctionnaires a été revalorisée en 2009 et en 2013. Mais seulement pour les fonctionnaires d'administration d'état : Exit donc, les fonctionnaires de La Poste !

Sans aucune signature d'accord, Orange, ex France Télécom, avait appliqué exactement cette revalorisation. La Poste ne propose qu'une partie du rattrapage ! Pourquoi auraient-ils besoin d'un accord pour augmenter le Complément Poste et les grilles indiciaires alors que France Télécom-Orange a appliqué cette revalorisation depuis 5 ans !!! Un décret existe, il suffit simplement pour La Poste de l'appliquer.

➔ **C'est donc un mauvais pacte social, un très mauvais texte « d'accord ». SUD, CGT, FO ne l'ont pas signé et à juste titre. Un plan social contre une petite douceur en compensation, c'était ça leur deal ? Wahlvador et sa clique nous prendraient-ils pour des buses ?**

➔ **Plus que jamais il nous faut montrer notre détermination à ne pas voir La Poste devenir une entreprise de destruction massive d'emplois et de compétences de femmes et d'hommes qui ont contribué et contribue encore à faire de La Poste une entreprise citoyenne et responsable.**



QUE VAUT LE CV DE WAHL ?

Petit rappel du « *Curriculum Vitae* » de ce Monsieur qui préside aux destinées (*sic !*) de La Poste. Une petite pique de rappel ne fait jamais de mal surtout quand les effets de sa stratégie commencent à se faire sentir, toutes branches confondues. A lire son parcours professionnel, on peut vérifier une fois de plus que si « *l'exemple vient d'en haut* », il faut amnistier tous les agents qui passent en conseils de discipline. Dans le dernier bouquin de Hervé Hamon paru en Avril 2013 et qui s'intitule « *Ceux d'en haut* », on en apprend de bonnes sur notre Président. Philippe WAHL était pratiquement inconnu pour la plupart des salarié-e-s de La Poste et de la Banque Postale avant qu'il ne soit pressenti pour succéder à l'ineffable BAILLY. Pourtant, il est fort utile de connaître cet obscur affairiste qui avant La Poste avait été nommé en janvier 2011, président du directoire de La Banque Postale.

Il était en 1988 dans le cabinet de Rocard, notamment pour créer la CSG...Après 1991, il voyage dans toutes les banques (*Compagnie Bancaire, Paribas, etc..*) avant d'atterrir à la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne (CNCE) en 1999. Il milite activement pour privatiser la Caisse d'Epargne (*auparavant sous statut de capital de main morte*) et pour démanteler la CDC Ixis (*Caisse des Dépôts et Consignations*). Laurent Mauduit, journaliste au Monde, relate dans un livre (« *les mauvaises manières de l'Ecureuil* ») les intrigues de Philippe WAHL et de Charles MILHAUD pour créer « *Natixis* », une filiale issue de la fusion entre les Caisses d'Epargne et les Banques Populaires (BPCE) en 2002.

Natixis est aujourd'hui quasiment en faillite comme le précisait un article du « *Canard Enchaîné* ». En effet, grâce à la gestion de WAHL et de ses complices, les actionnaires de Natixis se sont fait rincer de 25 milliards d'euros en quelques années...

La magouille étant trop voyante, WAHL se fait virer de la BPCE. C'était sans compter sur son réseau politique (*autour d'Alain MINC*) qui lui trouve en 2005 le poste de directeur général d'Havas qui appartient à Bolloré, l'ami de Sarkozy. En effet, il est membre de « *Institut Montaigne* », un cercle de pensées développant l'idée d'une « *sociale compétitivité* », c'est-à-dire œuvrant pour la déréglementation des produits d'épargne (*livrets*) et d'assurance (*assurance vie*), tiens donc !

En 2007, il rentre à la « *Royal Bank Of Scotland* » (RBS) et devient « *Super Advisor* » auprès du président de RBS à Londres. C'est un « *spécialiste* » de la création des « *produits structurés ou dérivés* » appelés plutôt emprunts « *toxiques* ». Il va les faire diffuser dans toute l'Europe en tant que président directeur général de RBS France, Belgique et Luxembourg.

Résultat : le gouvernement anglais devra injecter 54,4 milliards d'euros (*700 euros par foyer fiscal*) pour éviter la faillite de RBS en 2009!! C'est un des artisans de la faillite des banques, de la crise financière que les peuples du monde paient aujourd'hui ! Voilà le tableau ! CAHUZAC à côté, c'est un enfant de chœur !

Au final, que vaut Philippe WAHL : 79,4 milliards de dettes au bas mot !!!

Fera-t-il aussi « *bien* » à la Banque Postale ? On verra à l'usure ! Et les premiers éléments de sa gestion confirment notre analyse. Il s'est jeté sur « *la belle au bois dormant* » (comprenez : y a des nombreuses liquidités (livret A, dépôts, etc...) qui dorment à la LBP et on peut piocher dedans ! Il fait rentrer à tour de bras et à des postes de direction ses amis qui pantouflaient dans les autres banques : Dexia, BPE, RBS, HSBC etc...

L'avenir de La Poste s'assombrit avec ce genre de personnage qui n'a comme finalité que les intérêts de quelques nantis aux dépens de la collectivité. « *La meilleure façon de prédire l'avenir est de le créer nous-même. (Peter Drucker)* ».

Alors indignons nous, révoltons nous et construisons NOTRE avenir, pas le leur !



Solidaires Unitaires Démocratiques
BP 90055 13202 Marseille cedex 02
Tél : 04.91.11.63.30 / Fax : 04.91.11.63.39
des Activités Postales et de Télécommunications

Marseille, le 31 octobre 2014